



Le 9 novembre 2022

**PROCES-VERBAL
SEANCE PUBLIQUE ORDINAIRE
CONSEIL MUNICIPAL
MARDI 8 NOVEMBRE 2022**

En raison de la crise sanitaire, le gouvernement avait largement modifié les règles qui régissaient la réunion des organes délibérants des collectivités locales.

Le 1^{er} octobre 2021, les règles dérogatoires avaient pris fin permettant aux organes délibérants de se réunir dans les conditions du droit commun.

Mais, depuis la promulgation de la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, les mesures dérogatoires concernant les réunions des organes délibérants étaient de nouveau en vigueur jusqu'au 31 juillet 2022.

La **loi sanitaire du 30 juillet 2022** a mis fin aux dispositions du Code de la Santé Publique relatives à l'état d'urgence sanitaire ainsi qu'au régime de gestion de la crise sanitaire instauré par la **loi du 31 mai 2021**.

Ainsi, depuis le 1^{er} août 2022, les Conseils Municipaux se déroulent en mairie et les séances sont publiques.

Le quorum est de nouveau fixé à la moitié des membres présents, comme l'exige le droit commun, et chaque élu ne peut disposer que d'un seul pouvoir.

Le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique ordinaire le mardi 8 novembre 2022 à 18 h 30, sous la Présidence d'Éric PEYRON, Maire.

Le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **28 (suite à la démission de Mme Anne PILATO devenue effective et définitive le 2 novembre 2022)** sur lesquels il y avait **19** membres présents, à savoir :

PEYRON Eric - PRALAS Serge – VIGOGNE Ambre - GODOT Robert - GENESTE Jacky - BEN TAÏEB Karim – BERNARD Valérie - DIAT Marie-Thérèse – DION Maurice - BARROSO Martine - SAUNIER Marlène - SECCO Patricia - VILLARD Xavier - DIALLO Daouda - LACOTE Clément - BARRIQUAND Bruno - ROUCHON Marie-Laure - CATHELAND Gérard - MICHAUD Pascal

Absentes excusées avec pouvoir : PLOTTON Françoise – FADHLOUN BARBOURA Itidal

Absents sans pouvoir : LAVIGNOTTE Serge – CHELBI Habib - FORESTIER Nathalie – PEGON Arnaud - MAHMOUDI Nassera - GAYA Patrick - VIEILLY Charlotte

Secrétaire élu pour la durée de la séance : Maurice DION

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
PLOTTON Françoise	PEYRON Eric
FADHLOUN BARBOURA Itidal	SAUNIER Marlène

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Chaque élu a été destinataire du procès-verbal de la réunion du 27 septembre 2022. Il est adopté à l'unanimité, sans observation particulière.

Avant de débiter la séance, Monsieur le Maire présente M. Yohann SUBRIN, futur chargé de communication qui prendra son poste en mairie le 17 novembre prochain.

Il ajoute également que chaque élu a un pot de miel offert par l'association pour remercier le Conseil Municipal suite aux travaux réalisés au rucher école, dont l'inauguration a eu lieu le 22 octobre dernier.

ADMINISTRATION GENERALE - RESSOURCES HUMAINES

1. RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2022 EN VERTU DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjoints en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 27 septembre 2022, M. Le Maire a pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-67

RESTAURANT SCOLAIRE - MISE EN PROPRETE DES INSTALLATIONS D'EVACUATION DES
BUEES GRASSES DE CUISINE
FOURNITURE DE PRESTATION PAR LA SOCIETE SAPIAN

DECISION MUNICIPALE N° 2022-68

RESTAURANT SCOLAIRE - INTERVENTION D'UNE DIETETICIENNE
FOURNITURE DE PRESTATION PAR LE CABINET DIAZ NUTRITION

DECISION MUNICIPALE N° 2022-69

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS PUBLICS - APPROBATION RECONDUCTION
DU MARCHE ALLOTI AVEC LES ENTREPRISES RETENUES

DECISION MUNICIPALE N° 2022-70

EXPLOITATION DE CHAUFFAGE ET VENTILATION DANS CERTAINS BATIMENTS
COMMUNAUX SANS FOURNITURE DE COMBUSTIBLE
APPROBATION RECONDUCTION DU MARCHE AVEC LA SAS E2S

DECISION MUNICIPALE N° 2022-71

REGIE TECHNIQUE DE SPECTACLES (SAUF SON)
APPROBATION RECONDUCTION DU MARCHE AVEC LA
SAS MIDANE SPECTACLES

DECISION MUNICIPALE N° 2022-75

FOURNITURE ET LIVRAISON DE PRODUITS D'ENTRETIEN, D'HYGIENE
ET DE PETITS MATERIELS DE NETTOYAGE POUR LES SERVICES DE LA VILLE DE MABLY -
APPROBATION RECONDUCTION DU MARCHE AVEC ALPHA VALLET-ADELYA

DECISION MUNICIPALE N° 2022-76

MULTI-TRANSPORTS SCOLAIRES - APPROBATION MARCHE ALLOTI
AVEC LA SAS BIERCE CARS ET VOYAGES

DECISION MUNICIPALE N° 2022-77

LOCATION ET ENTRETIEN DE VETEMENTS DE TRAVAIL
APPROBATION MARCHE AVEC MAJ ELIS LOIRE

DECISION MUNICIPALE N° 2022-78

PROGRAMMATION CULTURELLE 2022 - APPROBATION DIVERS
CONTRATS DE CESSION

DECISION MUNICIPALE N° 2022-79

TRAVAUX DE RENOVATION DE LA RUE ANATOLE FRANCE
APPROBATION MARCHE AVEC THIVENT SAS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-80

OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN QUARTIER NOYON-TROYON MISSION DE
COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS
POUR DES TRAVAUX PORTANT SUR LES ESPACES PUBLICS EXTERIEURS - CLOTURE DE
LA MISSION DE SOCOTEC CONSTRUCTION

DECISION MUNICIPALE N° 2022-81

PROGRAMMATION CULTURELLE 1ER SEMESTRE 2023
APPROBATION CONTRAT DE CESSION

DECISION MUNICIPALE N° 2022-82

NETTOYEUR HAUTE PRESSION EAU CHAUDE HDS 8/18 4M KÄRCHER - APPROBATION
CONTRAT DE MAINTENANCE AVEC KÄRCHER S.A.S

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-72

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 12 RUE DE GUISE
A MABLY - RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION
A M. KAPERA

DECISION MUNICIPALE N° 2022-73

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 4 RUE DU 19 MARS 1962
A MABLY - RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION

A M. ET MME MANI

DECISION MUNICIPALE N° 2022 -74

LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 6 RUE DU 19 MARS 1962 A
MABLY - RECONDUCTION TEMPORAIRE BAIL D'HABITATION
A MME BEZHANI

DECISION MUNICIPALE N° 2022-83

RENOUVELLEMENT CONCESSION DE 30 ANNEES AU CIMETIERE
DE MABLY N° EB12/2022-7

Concernant la décision n° 69 relative à l'entretien des espaces verts, M. BARRIQUAND souhaite en savoir plus. En fait, il s'agit de zones où ce ne sont pas les agents communaux qui interviennent pour faire l'entretien mais des entreprises (à Noyon, quartier Martin Luther King, aux abords de la rocade et pour désherber certains trottoirs).

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions municipales détaillées ci-dessus.

2. **MODIFICATION COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES ET GROUPES DE TRAVAIL** (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par délibération du 8 juillet 2020, modifiée par les délibérations des 25 septembre 2020, 6 novembre 2020, 26 mars 2021, 2 juillet 2021, 15 décembre 2021 et 27 septembre 2022, le Conseil Municipal a procédé à la constitution et à la mise à jour des commissions municipales permanentes chargées d'étudier les questions soumises au Conseil, conformément à l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMMISSION	PRESIDENCE VICE- PRESIDENCE	MEMBRES
Commission Ressources (Finances - Ressources Humaines)	<u>E. PEYRON</u> (Maire)	Karim BEN TAÏEB - Daouda DIALLO - Maurice DION - Patrick GAYA - Robert GODOT - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Bruno BARRIQUAND
Commission Urbanisme - Habitat - Développement urbain - Aménagement du territoire	<u>S. PRALAS</u> (1er Adjoint)	Karim BEN TAÏEB - Habib CHELBI - Daouda DIALLO - Marie-Thérèse DIAT Maurice DION - Jacky GENESTE - Robert GODOT - Marie Laure ROUCHON - Bruno BARRIQUAND - Pascal MICHAUD
Commission Education - Restauration scolaire	<u>A. VIGOGNE</u> (2ème Adjointe)	Martine BARROSO - Daouda DIALLO - Itidal FADHLOUN - Françoise PLOTTON - Patricia SECCO - Charlotte VIEILLY - Nassera MAHMOUDI
Commission Voirie - Patrimoine - Sécurité ERP -	<u>R. GODOT</u> (3ème Adjoint)	Martine BARROSO - Patrick GAYA - Jacky GENESTE - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Xavier VILLARD -

Accessibilité - Développement économique		Clément LACOTE - Gérard CATHELAND
Commission Cohésion sociale Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les discriminations - CCAS	<u>I. FADHLOUN</u> (4 ^{ème} Adjointe)	Martine BARROSO - Valérie BERNARD - Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Anne PILATO - Marlène SAUNIER - Serge LAVIGNOTTE - Arnaud PEGON - Nassera MAHMOUDI - Charlotte VIEILLY
Commission Développement Durable - Agenda 2030 - Agriculture - Tourisme	<u>J. GENESTE</u> (5 ^{ème} Adjoint)	Valérie BERNARD - Maurice DION - Itidal FADHLOUN - Arnaud PEGON - Serge PRALAS - Marlène SAUNIER - Nassera MAHMOUDI - Gérard CATHELAND
Commission Développement culturel - Relations Internationales - Communication	<u>F. PLOTTON</u> (6 ^{ème} Adjointe)	Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Patrick GAYA - Robert GODOT - Patricia SECCO - Xavier VILLARD - Clément LACOTE
Commission Développement de la vie et des relations associatives	<u>K. BEN TAÏEB</u> (7 ^{ème} Adjoint)	Habib CHELBI - Robert GODOT - Serge PRALAS - Patricia SECCO - Valérie BERNARD - Nassera MAHMOUDI
Commission Démocratie Participative - Formation des Elus	<u>V. BERNARD</u> (8 ^{ème} Adjointe)	Karim BEN TAÏEB - Jacky GENESTE - Itidal FADHLOUN - Xavier VILLARD - Ambre VIGOGNE

Il est proposé de faire évoluer la composition de 2 commissions municipales comme suit :

Commission Cohésion sociale Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les discriminations - CCAS	<u>I. FADHLOUN</u> (4 ^{ème} Adjointe)	Martine BARROSO - Valérie BERNARD - Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Anne PILATO - Marlène SAUNIER - Serge LAVIGNOTTE - Arnaud PEGON - Nassera MAHMOUDI - Charlotte VIEILLY
Commission Démocratie Participative - Formation des Elus	<u>V. BERNARD</u> (8 ^{ème} Adjointe)	Karim BEN TAÏEB - Jacky GENESTE - Itidal FADHLOUN - Xavier VILLARD - Ambre VIGOGNE

Au vu des modifications proposées pour la composition de la commission « Cohésion sociale -Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les discriminations - CCAS », il est nécessaire de modifier par conséquent les instances internes suivantes, liées à cette commission et actuellement composées comme suit :

- Conseil Municipal des Jeunes : I. FADHLOUN et V. BERNARD
- COPIL Assises de la Jeunesse : V. BERNARD (en cas d'indisponibilité : I. FADHLOUN)
- Instance de suivi des actions participatives des 18/25 ans.

Pour ces 3 instances, il est proposé que le pilotage, l'animation et le suivi soient dorénavant exclusivement assurés par Mme BERNARD.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **VALIDE** les modifications proposées pour mettre à jour la composition de 2 commissions municipales : la commission « Cohésion sociale - Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les discriminations - CCAS » et la commission « Démocratie participative - Formation des élus »
- Par conséquent, **VALIDE** aussi les modifications proposées pour mettre à jour la composition de 3 instances internes de travail liées à la commission « Cohésion sociale Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les discriminations - CCAS » : le Conseil Municipal des Jeunes, le COPIL Assises de la Jeunesse et l'Instance de suivi des actions participatives des 18/25 ans.

3. CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE – NOUVELLE ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL APPELES A SIEGER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par délibération du 8 juillet 2020, le Conseil Municipal a procédé à la constitution du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, conformément aux articles R 123-7 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles, comme suit :

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS	PRESIDENT : E. PEYRON VICE- PRESIDENTE : I. FADHLOUN	MEMBRES Valérie BERNARD - Serge PRALAS - Martine BARROSO - Marie- Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Anne PILATO
---	---	--

Le collège des élus comprend donc 7 membres, élus en son sein par le Conseil Municipal, auxquels il convient d'ajouter le Maire, qui préside le Conseil d'Administration du CCAS.

Considérant les mises à jour réalisées au niveau de la gouvernance interne (commissions municipales et instances de travail), il convient dès lors de revoir également la composition du collège des élus du Conseil d'Administration du CCAS car 1 siège est vacant et à pourvoir,

Considérant un fait nouveau survenu après l'envoi de la convocation et des projets de délibérations aux élus, il est d'autant plus nécessaire de procéder à une nouvelle élection pour le collège des élus au Conseil d'Administration du CCAS,

En effet, une élue membre du Conseil d'Administration du CCAS a présenté par courrier en date du 27 octobre 2022 sa démission de son mandat de conseillère municipale et cette démission est devenue effective et définitive le 2 novembre 2022, date à laquelle le Maire a reçu ledit courrier,

Les démarches ont été immédiatement mises en œuvre pour remplacer cette élue démissionnaire, conformément aux dispositions du Code Electoral, et ces démarches sont toujours en cours (sans pouvoir installer à la présente séance du 8 novembre 2022 un nouvel élu),

Aussi, depuis le 2 novembre 2022, ce sont bien 2 sièges qui sont vacants et à pourvoir au sein du collège des élus au Conseil d'Administration du CCAS,

Vu l'article R 123-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles selon lequel « *Le ou les sièges laissés vacants par un ou des conseillers municipaux, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus dans l'ordre de la liste à laquelle appartiennent le ou les intéressés* »,

Considérant qu'aucun élu ne figure à la suite de la liste puisque la liste élue en juillet 2020 comportait 7 membres élus, soit exactement le nombre de sièges à pourvoir pour ce collège, conformément à la délibération du 8 juillet 2020 précitée,

Il est par conséquent nécessaire de procéder à une nouvelle élection des représentants du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration du CCAS, tel que le prévoit l'article R 123-9 dernier alinéa du Code de l'Action Sociale et des Familles selon lequel « *Dans l'hypothèse où il ne reste aucun candidat sur aucune des listes, il est procédé dans le délai de 2 mois au renouvellement de l'ensemble des administrateurs élus (...)* ».

Les modalités de cette élection sont prévues par l'article R 123-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui dispose « *Les membres élus en son sein par le conseil municipal le sont au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret.*

Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats même incomplète. Dans cette hypothèse, si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui reviennent à celle-ci, le ou les sièges non pourvus le sont par les autres listes.

Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste.

Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du ou des sièges restant à pourvoir, ceux-ci reviennent à la ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats ».

Aussi, l'assemblée délibérante décide de procéder au vote pour ce scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste en vue de l'élection des 7 représentants du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration du CCAS.

DEPOUILLEMENT

Elus participant au dépouillement :

Secrétaire : Clément LACOTE

2 assesseurs : Jacky GENESTE et Martine BARROSO

Sièges à pourvoir : 7 (conformément à la délibération du 8 juillet 2020 susvisée)

Nombre de listes : 1

Nombre de votants : 21

Bulletins blancs ou nuls : 4

Nombre de suffrages exprimés : 17

Quotient électoral (*suffrages exprimés /sièges à pourvoir*) : $17/7 = 2,4$

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL de sièges attribués
Liste 1 (liste de la majorité municipale)	17	7		7
Liste 2				
Liste 3				

A l'unanimité des suffrages exprimés, le Conseil Municipal :

- **PROCLAME** élus pour siéger au sein du collège des élus du Conseil d'Administration du CCAS :
- Marlène SAUNIER
 - Serge PRAIAS
 - Itidal FADHLOUN BARBOURA
 - Martine BARROSO
 - Marie-Thérèse DIAT
 - Nathalie FORESTIER
 - Patricia SECCO

Pour information, le prochain Conseil d'Administration du CCAS se tiendra en mairie le 13 décembre 2022 à 18h30.

4. PERSONNEL MUNICIPAL – MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS (Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2313-1, R 2313-3, R 2313-8,
Vu le Code Général de la Fonction Publique notamment son article L 313-1,
Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relatif aux emplois de chaque collectivité ou établissement qui sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,
Vu le tableau des effectifs,

Une gestionnaire des finances quittera la commune de Mably dans le cadre d'une mise en retraite au 1^{er} février 2023. Une offre de recrutement est donc lancée afin de recruter un nouvel agent gestionnaire des finances au 1^{er} décembre 2022 au plus tôt, de manière à réaliser un tuilage sur le poste avant le départ effectif de l'actuelle gestionnaire.

Le poste sera ouvert sur le cadre d'emploi des adjoints administratifs. Aucun poste correspondant à ce cadre d'emploi n'est vacant actuellement au tableau des effectifs.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **CREE**, à compter du 1^{er} décembre 2022, 1 poste d'adjoint administratif territorial, 1 poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, 1 poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe. Il est précisé que ces postes sont ouverts à temps complet.
5. PERSONNEL MUNICIPAL – RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL SUR UN EMPLOI PERMANENT LORSQUE LA NATURE DES FONCTIONS OU LES BESOINS DES SERVICES LE JUSTIFIENT ET SOUS RESERVE QU'AUCUN FONCTIONNAIRE N'AIT PU ETRE RECRUTE (Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L 332-8 2°,
Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relatif aux emplois de chaque collectivité ou établissement qui sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,
Vu le tableau des effectifs,

Suite au départ d'un agent pour faire valoir ses droits à la retraite, une étude de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences a amené à la définition d'une nouvelle organisation du service communication. A ce titre, la commune de Mably a la nécessité de recruter un agent chargé de communication. Ce poste sera pourvu par un agent sur le grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe. Il est précisé que ce poste est vacant au tableau des effectifs.

Il pourra avoir le statut d'agent contractuel sur le fondement de l'article L 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique à partir du moment où les besoins du service le justifient, à savoir une technicité forte dans le domaine de la communication notamment digitale, ainsi que la mise en place d'une stratégie de communication et que le recrutement d'un agent stagiaire ou titulaire n'est pas possible. Ses fonctions principales sont les suivantes :

- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication multicanale en lien avec le projet politique à travers notamment le développement de la communication digitale et thématique visant à promouvoir les projets/actions de la commune et du CCAS ;
- Concevoir et produire les produits de communication (pilotage, définition et coordination interservices pour la définition du besoin et la réalisation des produits) ;
- Développer les réseaux de communication (création et développement de réseaux sociaux, mise à jour et développement du site internet, développement des relations avec les médias) ;
- Suivi administratif et financier du service (budget, consultation des prestataires, suivi de marché).

L'agent recruté sera titulaire d'un diplôme supérieur dans le domaine précité ou équivalent et détiendra une expérience professionnelle dans le domaine de la communication. La rémunération correspondra au grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe.

Le contrat sera proposé pour une durée d'un an renouvelable par décision expresse de l'autorité territoriale sans que la durée totale des contrats à durée déterminée ne puisse dépasser six années. A l'issue de la période maximale de six années, le contrat ne peut être reconduit que par une décision expresse et pour une durée indéterminée, en application de l'article L332-4 du Code Général de la Fonction Publique.

M. BARRIQUAND demande à M. SUBRIN quelle est sa formation et quelle est son expérience professionnelle. Il est titulaire d'un BTS audiovisuel et a toujours eu une activité d'indépendant : il a travaillé pour des associations, pour des collectivités territoriales (mairie de Riorges pendant 8 ans par exemple) ...

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **AUTORISE** le recrutement d'un agent contractuel sur emploi permanent sur le grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe relevant de la catégorie hiérarchique B pour effectuer les missions de chargé de communication à temps complet, pour une durée déterminée d'un an
- **INSCRIT** les crédits nécessaires à la rémunération aux charges de cet agent au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet.

FINANCES

6. REVISION LIBRE DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION – PARTICIPATION DE LA COMMUNE DE MABLY AU CRAIG (Centre Régional Auvergne-Rhône Alpes de l'Information Géographique) (Rapporteur : Eric PEYRON)

Vu les dispositions de l'article 1609 Nonies du Code Général des Impôts, notamment celle qui précise que le montant prévisionnel des attributions de compensation doit être communiqué aux communes membres, avant le 15 février de chaque année ;

Vu les dispositions de l'article 1609 Nonies du Code Général des Impôts, notamment les dispositions du 1°bis du V qui fixe la procédure de révision dite « libre » du montant de l'attribution de compensation ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 25 novembre 2021 portant sur les attributions de compensations provisoires 2022 ;

Vu la délibération du Bureau Communautaire du 9 décembre 2021 approuvant l'adhésion de Roannais Agglomération au Centre Régional Auvergne-Rhône-Alpes de l'Information Géographique (CRAIG) ;

Vu le rapport définitif de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 4 mai 2022 approuvé à la majorité qualifiée des communes membres de Roannais Agglomération ;

Considérant que pour permettre aux communes du territoire de répondre à la législation en matière de sécurisation des travaux par la création d'un plan de corps de rue simplifié, Roannais Agglomération a adhéré au Centre Régional Auvergne-Rhône Alpes de l'Information Géographique (CRAIG) afin qu'il réalise une photographie aérienne très haute résolution ;

Considérant que les frais d'adhésion annuels au CRAIG, qui s'élèvent à 0,19 € par habitant, plafonnés à 19 500 €, pour Roannais Agglomération, seront financés par les communes, au prorata du nombre d'habitants, via une révision des attributions de compensation fixées en 2022 ;

Considérant que le nouveau montant de l'attribution de compensation de la commune de Mably s'élève à 2 105 512,00 €, soit en diminution de 1 452,00 € par rapport à 2021 ;

En résumé, M. le Maire explique que Roannais Agglomération s'est équipée d'un outil mais son coût est supporté par toutes les communes membres en étant soustrait de l'attribution de compensation versée à chacune d'elles.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

➤ **APPROUVE** le nouveau montant de l'attribution de compensation de la Commune comme suit :

COMMUNE	AC 2022 Provisoire et 2021	Adhésion CRAIG	Transfert médiathèque du Coteau 2022	AC 2022 Définitive
MABLY	2 106 964 €	- 1 452 €	0 €	2 105 512 €

7. BUDGET PRINCIPAL - EXERCICE 2022 – DECISION MODIFICATIVE N°2 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Le Budget Primitif de l'exercice 2022 du budget principal de la collectivité a été voté le 25 mars dernier et une première Décision Modificative (DM) a été votée le 5 juillet 2022.

Il est soumis à l'examen de l'assemblée une seconde DM afin d'ajuster les prévisions budgétaires pour l'exercice 2022.

Les ajustements de prévisions de crédits budgétaires proposés sont repris dans le projet de DM n° 2 qui s'équilibre en opérations réelles à la somme de 285 250 € :

BUDGET PRINCIPAL DM n° 2 - Novembre 2022		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	EQUILIBRE GENERAL
DEPENSES	REELLES DM	101 578,00 €	183 672,00 €	285 250,00 €
	ORDRE	- €	- €	- €
	VIREMENT	183 672,00 €	- €	183 672,00 €
	SOUS-TOTAL	285 250,00 €	183 672,00 €	468 922,00 €
RECETTES	REELLES DM	285 250,00 €	- €	285 250,00 €
	ORDRE	- €	- €	- €
	VIREMENT	- €	183 672,00 €	183 672,00 €
	SOUS-TOTAL	285 250,00 €	183 672,00 €	468 922,00 €

A travers ce document, les prévisions de dépenses et de recettes réelles progressent de moins de 2 % par rapport crédits déjà votés, DM 1 comprise.

Les modifications proposées visent principalement :

- A permettre la ré-imputation des versements 2020-2022 de la Taxe d'Aménagement à vocation « entreprise » à Roannais Agglomération en section d'investissement au lieu de fonctionnement pour 210 000 €,
- A prendre en compte l'impact de la hausse des charges d'énergie (carburants, électricité et gaz) et surtout à permettre le rattachement des coûts des consommation 2022 à l'exercice budgétaire (+81 k€),
- A ajuster les prévisions de crédits relatifs aux flux financiers entre le budget principal et le budget annexe du restaurant scolaire (*recettes : remboursement de charges de personnel et de fonctionnement et dépenses augmentation de subvention (+ 31 k€)*).

Le financement des modifications en dépenses est réalisé à partir des recettes apparues en cours d'exercice concernant notamment des rôles supplémentaires de fiscalité directe (84 k€), et la suppression des inscriptions des crédits de dépenses imprévues (32 k€).

Le projet de DM n° 2 de l'exercice 2022 pour le budget principal est joint en annexe et peut être synthétisé ainsi :

SECTION de FONCTIONNEMENT					Observations
Chapitre	Libellé	BP 2022 + RAR 2021 + DM 1	DM N°2	Variation	
011	Charges générales	1 874 464,00 €	99 293,00 €	5,3%	ajustements div. : dt +81 k€ énergie (crédits pr rattacht S2 2022), -37 k€ op régie
012	Charges de personnel	5 060 285,00 €			
014	Atténuations de produits	61 400,00 €			
65	Charges de gestion courante	983 080,00 €	27 100,00 €	2,8%	
66	Charges financières	40 000,00 €		0,0%	En + : part ASSAIN extension réseaux à RA + 19k€, ajust cdts indemn élus / reval pt indice & ajust subv BA Restaurant +31k€ En- : bascule TA en inves -24 k€
67	Charges exceptionnelles	75 175,00 €		0,0%	
022	Dépenses imprévues	24 815,00 €	- 24 815,00 €	-100,0%	
Total DEPENSES		8 119 219,00 €	101 578,00 €	1,25%	
Chapitre	Libellé	BP 2022 + RAR 2021 + DM 1	DM N°2	Variation	dt rbsr charges budg. Restaurant + 31k€ prise en compte rôles supplém. Subv Dpt & CAF (Inov Jeunes) Annul mdts <2022 vrst Ta à RA
013	Atténuations de charges	14 000,00 €			
70	Produits des services	279 530,00 €	31 650,00 €	11,3%	
73	Impôts & taxes	6 720 960,00 €	84 000,00 €	1,2%	
74	Dotations & participations	1 222 313,00 €	1 600,00 €	0,1%	
75	Pdts de gestion	45 780,00 €			
76	Pdts financiers	98,65 €			
77	Pdts exceptionnels	44 646,00 €	168 000,00 €	376,3%	
002	Résultat reporté de 2021	1 126 106,35 €			
Total RECETTES		9 453 434,00 €	285 250,00 €	3,02%	
Autofinancement prévisionnel :			1 517 887,00 €		
SECTION D'INVESTISSEMENT					
Chapitre	Libellé	BP 2022 & RAR 2021	DM N°2		Ré-imput. vrst TA à RA, yc 2022 ajust PLU études suite marché Ré-imput particip ASSAIN à RA ajustements travaux en régie
10	Dotations, fonds divers		210 000,00 €		
20	Immo. incorporelles	22 556,00 €	19 367,55 €		
204	Subv. D'équipement versées	134 091,44 €	- 19 000,00 €	-14,2%	
21	Immo. corporelles	260 000,23 €	1 450,00 €	0,6%	1ère annuité emp. 2022 ne sera appelée qu'en 2023
23	Immo. en cours (travaux)	39 810,33 €	2 850,00 €	7,2%	
Opérations d'équipement votées		5 044 817,00 €			
16	Emprunts & dettes	360 400,00 €	- 24 000,00 €	-6,7%	
27	Immo. financières	62 510,00 €			Suppress dép. imprévues
020	Dépenses imprévues	6 995,55 €	- 6 995,55 €		
001	Solde d'exécution reporté	1 000 693,45 €			
Total DEPENSES		6 931 874,00 €	183 672,00 €	2,65%	
Chapitre	Libellé	BP 2022 + RAR 2021 + DM 1	DM N°2		
10	Dotations, fonds divers	1 075 992,00 €			
13	Subventions reçues	526 667,00 €			
16	Emprunts & dettes	3 810 000,00 €			
10	Dotations	807 983,55 €			
1068	Réserves	268 008,45 €			
024	Produit des cessions	185 000,00 €			
Total RECETTES		5 597 659,00 €	- €	0,00%	
Total Dépenses		15 051 093,00 €	285 250,00 €		
Total Recettes		15 051 093,00 €	285 250,00 €		

L'autofinancement prévisionnel au profit de la section d'investissement en 2022 est augmenté de 183 672 € et s'établit à 1 517 887 €.

Le BP ayant fait l'objet d'un vote global, sans vote formel sur chacun des chapitres, il convient de voter la Décision Modificative n° 2 du Budget Principal pour l'exercice 2022.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la Décision Modificative n° 2 du Budget Principal pour l'exercice 2022 telle que présentée, en procédant par un vote global.

8. BUDGET ANNEXE DU RESTAURANT SCOLAIRE – EXERCICE 2022 – DECISION MODIFICATIVE N°1 (Rapporteur : Eric PEYRON)

Le Budget Primitif de l'exercice 2022 du budget annexe du restaurant scolaire a été voté le 25 mars dernier.

Les modifications des prévisions budgétaires devant y être apportées sont retracées dans une première Décision Modificative (DM), soumise à l'examen de l'assemblée.

Elles ne concernent que la section de fonctionnement et sont reprises dans le projet de DM n° 1 annexé qui s'équilibre en opérations réelles à la somme de 32 000 €.

Elles permettent d'ajuster les prévisions de crédits relatifs aux flux financiers entre le budget annexe du restaurant scolaire et le budget principal (*remboursement de charges de personnel et de fonctionnement*) ainsi qu'aux charges générales.

Les ajustements proposés par chapitre budgétaire sont indiqués en commentaires au tableau synthétique suivant :

SECTION de FONCTIONNEMENT					Commentaires
Chapitre	Libellé	BP 2022 + RAR 2021	DM N°1	Variation	
011	Charges générales	145 405,00 €	7 000,00 €	4,8%	
012	Charges de personnel	200 000,00 €	25 000,00 €	12,5%	
65	Charges de gestion courante	1 600,00 €			
67	Charges exceptionnelles	200,00 €			
Total DEPENSES		347 205,00 €	32 000,00 €	9,22%	
Chapitre	Libellé	BP 2022 + RAR 2021	DM N°1	Variation	
70	Produits des services	169 830,28 €	1 000,00 €	0,6%	
75	Pdts de gestion (part. budget principal)	200 000,00 €	31 000,00 €	15,5%	
002	Résultat reporté de 2021	2 574,72 €			
Total RECETTES		372 405,00 €	32 000,00 €	8,59%	
Autofinancement prévisionnel :			25 200,00 €		
SECTION D'INVESTISSEMENT : pas de modification					

ajustements div. : dt alimentation +3 000€, entretien biens +1 500€, rbst charges b. principal + 6 000€ & transports - 4 000€				
rbst frais de personnel à la ville				
Ajust de la participation des familles selon la fréquentation				
Subvention communale				

Le BP ayant fait l'objet d'un vote global, sans vote formel sur chacun des chapitres, il convient de voter la Décision Modificative n° 1 du Budget Annexe du restaurant scolaire pour l'exercice 2022.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la Décision Modificative n° 1 du Budget Annexe du restaurant scolaire pour l'exercice 2022 telle que présentée, en procédant par un vote global.

INTERCOMMUNALITE

9. DESIGNATION D'UN REPRESENTANT A LA COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE (CIA) DES PERSONNES HANDICAPEES (Rapporteur : Eric PEYRON)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2143-3 relatif à la création d'une Commission Intercommunale pour l'Accessibilité au sein des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022 portant modification des statuts de Roannais Agglomération et notamment les compétences « Aménagement de l'espace communautaire, organisation de la mobilité et équilibre social de l'habitat » ;

Considérant que la création d'une Commission Intercommunale pour l'Accessibilité est obligatoire pour les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus ;

Considérant qu'elle exerce ses missions dans la limite des compétences transférées à Roannais Agglomération et que les communes membres de l'établissement peuvent également, au travers d'une convention passée avec ce groupement, confier à la Commission Intercommunale tout ou partie des missions d'une commission communale, même si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre des compétences de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale ;

Considérant que l'article L 2143-3 du Code Général des Collectivités prévoit que cette commission soit Présidée par le Président de Roannais Agglomération et composée notamment de représentants de l'EPCI, d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 30 juin 2022 approuvant la création d'une Commission Intercommunale pour l'Accessibilité ;

Considérant la nécessité pour chaque commune de désigner un représentant pour siéger à cette Commission Intercommunale pour l'Accessibilité ;

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **DESIGNE** Monsieur Robert GODOT comme représentant de la commune de Mably pour siéger au sein de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité
- **TRANSMET** la présente délibération à Roannais Agglomération.

URBANISME – FONCIER - ENVIRONNEMENT

10. INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER (DIA) ET SUR L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION (Rapporteur : Serge PRALAS)

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Le Maire rend compte au Conseil Municipal des décisions communales relatives à l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal en la matière.

Depuis l'information donnée lors du Conseil Municipal du 27 septembre 2022, le droit de préemption urbain n'a pas été exercé par la commune pour les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) suivantes :

Référence cadastrales	Adresse	Superficie	Désignation du bien	Décision de non préemption
AO 12	18 rue Marcel Proust	700 m ²	Bâti sur terrain propre	2 août 2022
BB 167	10 rue des Chênes	622 m ²	Bâti sur terrain propre	2 août 2022
BA 23	301 route de Briennon	619 m ²	Bâti sur terrain propre	2 août 2022
AM 150	17 rue Boileau	474 m ²	Bâti sur terrain propre	2 août 2022
AK 264	36 rue Fort de Troyon	252 m ²	Bâti sur terrain propre	2 août 2022
AI 124	15 rue de Rethel	636 m ²	Bâti sur terrain propre	2 août 2022
AN 626	9 rue François Villon	821 m ²	Bâti sur terrain propre	2 août 2022
AN 254	4 impasse des Sablons	704 m ²	Bâti sur terrain propre	2 août 2022
AP 145	28 rue Alfred de Musset	686 m ²	Bâti sur terrain propre	9 août 2022
AK 159	46 rue Hélène Boucher	449 m ²	Bâti sur terrain propre	9 août 2022
AS 168, AS 265, AS 266	Chemin de la Chapelle	14 080 m ²	Bâti sur terrain propre	16 août 2022
AN 683	34 rue des Maraichers	868m ²	Bâti sur terrain propre	17 août 2022
AR 61, AR 62	38 rue Alfred de Musset	940 m ²	Non bâti	18 août 2022
AM 347, AM 349, AM 357	Chemin Duret 181 route de Briennon	1 900 m ²	Bâti sur terrain propre	18 août 2022
AN 29	44 rue Alphonse Daudet	974 m ²	Bâti sur terrain propre	26 août 2022

AK 214, AK 188	17 rue Jean Mermoz Rue Antoine de Saint- Exupéry	5 844 m ²	Bâti sur terrain propre	30 août 2022
AM 187	3 rue André Chénier	422 m ²	Bâti sur terrain propre	5 septembre 2022
BB 27	35 rue des Lilas	1 033 m ²	Bâti sur terrain propre	5 septembre 2022
AP 13, AP 12 et AP 255	79 rue Anatole France	770 m ²	Bâti sur terrain propre	6 septembre 2022
AL 310, AL 332, AL 331, AL 330, AL 329, AL 328, AL 324, AL 315, AL 312, AL 311	9001 rue François Mitterrand	1 085 m ²	Bâti sur terrain propre	6 septembre 2022
AM 128	24 rue Jean de la Fontaine	420 m ²	Bâti sur terrain propre	6 septembre 2022
AO 430	3 avenue des Oréades	454 m ²	Bâti sur terrain propre	6 septembre 2022
AW 177 et AW 180 (1/3 indivis)	50 avenue de Paris	3 002 m ²	Bâti sur terrain propre	7 septembre 2022
AK 131	17 rue du Bosquet	683 m ²	Bâti sur terrain propre	15 septembre 2022
AN 261	73 route de Briennon	701 m ²	Bâti sur terrain propre	20 septembre 2022
AK 192	41 rue Antoine St Exupéry	449 m ²	Bâti sur terrain propre	27 septembre 2022
AI 146	31 rue du Fort de Troyon	220 m ²	Bâti sur terrain propre	27 septembre 2022
AP 50 AP219	22 rue Gustave Flaubert Les Buttes	392 m ²	Bâti sur terrain propre	29 septembre 2022
BA 14	319 route de Briennon	851 m ²	Bâti sur terrain propre	4 octobre 2022
AK 188	Rue Antoine de Saint- Exupéry	5 395 m ²	Non bâti	6 octobre 2022
AK 138	3 rue du Bosquet	112 m ²	Non bâti	6 octobre 2022

Pour information, 3 DIA, portant sur une zone économique, ont été transmises à Roannais Agglomération, conformément à la délibération du 15 décembre 2021, relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur les zones U et AU du PLU à vocation unique d'activité économique à l'Agglomération :

- N° 04212722M0089 et N° 04212722M0087 portant sur les parcelles AV 86 et AV17, d'une superficie de 33 800 m², situées au 152 route de Paris ;
- N° 04212722M0083 portant sur les parcelles AV 87 et AV 51 d'une superficie de 20 537 m², situées aux Tuileries Nord.

M. BARRIQUAND s'interroge sur deux dossiers.

Tout d'abord, sur la DIA concernant l'ancien tènement GUYONNET, il souhaite connaître la vocation de la vente en cours. M. PRALAS lui précise que la vente n'est pas faite à ce jour, il s'agira peut-être d'une activité de stockage de prêt à porter mais ce n'est pas sûr. De toute façon, le potentiel acheteur est un investisseur qui cherche des porteurs de projets. Il y a eu par le passé un projet de logements pour seniors, mais qui n'a pas vu le jour pour des raisons économiques. Il y a effectivement un enjeu avec la ZAC des Tuileries, mais la commune n'a pas les moyens financiers de préempter.

Ensuite, concernant la DIA sur les parcelles situées rue Mermoz et rue St Exupéry, M. PRALAS lui explique que ces rues sont privées (propriétés de personnes privées) ; donc, la moindre opération sur une seule parcelle (exemple : vente d'une maison) va générer une DIA sur la totalité de l'assiette privée. Par ailleurs, M. BARRIQUAND souhaite savoir s'il est possible de replanter des arbres sur ces voies. M. le Maire explique qu'un travail est en cours en vue de transférer ces voies dans le domaine public pour ensuite envisager cette possibilité, mais ces rues sont limitrophes avec la Ville de Roanne, donc la procédure de transfert risque d'être longue.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions communales détaillées ci-dessus.

11. ZAC DES TUILERIES – APPROBATION CONVENTION SUR LES FUTURES MODALITES DE GESTION DES OUVRAGES ENTRE LA VILLE DE MABLY ET LA SAS VALLORGE CONSTRUCTION (Rapporteur : Serge PRALAS)

Dans le cadre de l'urbanisation et de l'aménagement de son territoire, la commune de Mably s'est dotée d'un guide pratique de l'aménagement, approuvé par délibération du 28 octobre 2016, ayant pour objet de regrouper au sein d'un même document les conditions qui seront imposées à l'aménageur, en cas de sollicitation de ce dernier, pour que la commune récupère les espaces communs du projet dans son patrimoine.

Les équipements concernés en tant qu'espaces communs sont les suivants :

- Voirie et ses ouvrages ;
- Réseaux des concessionnaires ;
- Espaces verts ;
- Cheminements piétons.

En effet, le passage des espaces communs d'un projet d'ensemble dans le domaine public n'est pas automatique, mais peut être sollicité par l'aménageur en fin de travaux. La commune se réserve le droit d'accepter ou non la rétrocession des espaces en question, en fonction du respect des engagements de l'aménageur fixés par la présente convention.

La SAS Vallorge Construction a déposé un permis de construire valant division N° 04212721M0003, délivré le 30 mars 2021, en vue de réaliser 23 logements neufs, répartis en 3 bâtiments intermédiaires de 5 logements chacun et 8 maisons jumelées. Ce projet se situe sur la parcelle AS 283, d'une superficie totale de 6 657 m², impasse de la Briquetterie, sur le lot 2 de la ZAC des Tuileries, en zone AUc du Plan Local d'Urbanisme actuellement en vigueur.

Ce projet, conforme aux prescriptions du CPAUPE (Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales) de la ZAC des Tuileries de septembre 2019, prévoit la construction de 23 logements sous la forme d'habitat mixte type individuel et intermédiaire avec une hauteur maximale en R+1 avec l'aménagement d'espaces privatifs paysagers autour d'une impasse principale, desservant les différents lots, bordée d'un cheminement piéton, d'une sur-largeur de voie en pavés drainants et de massifs et plantations. Ce projet, avec l'utilisation de matériaux locaux comme la terre cuite et le bois, respecte l'histoire et le patrimoine de ce secteur.

Dans ce cadre, la SAS Vallorge Construction a fait une demande, par courrier du 16 mars 2021 de rétrocession de la voirie principale avec les espaces verts et communs la bordant dans le domaine public communal.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de conception, de réalisation, de suivi des travaux et de réception des espaces concernés, et de préciser les modalités futures de gestion des ouvrages réalisés, sans préjuger pour autant du classement ultérieur dans le domaine public.

Vu la délibération du 28 octobre 2016 approuvant le guide pratique de l'aménagement et son annexe,

Vu le permis de construire valant division PC N° 04212721M0003 déposé par la SAS Vallorge Construction et délivré le 30 mars 2021,

Vu la demande de rétrocession en date du 16 mars 2021,

Considérant que la présente convention cadre les caractéristiques techniques des réalisations, fixe les modalités d'exécution des travaux, les modalités de suivi et de réception des travaux, définit la mise en service des réseaux et raccordement et précise la gestion future des équipements,

Considérant que la présente convention permettra d'étudier l'opportunité de classement dans le domaine public communal de l'impasse de la Briquetterie et ses accessoires.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la convention portant sur les futures modalités de gestion des ouvrages entre la ville de Mably et la SAS Vallorge Construction, maître d'ouvrage, et les plans de division, de voirie et des réseaux ci-joints en annexe
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que les pièces afférentes.

12. OCCUPATION PARCELLES COMMUNALES LIEU-DIT MARLY NORD A MABLY – RENOUVELLEMENT CONTRAT DE PRET A USAGE (COMMODAT) AVEC M. CHARGUERAUD Anthony (Rapporteur : Jacky GENESTE)

Par acte notarié du 18 juin 2013, la Ville de Mably est devenue propriétaire de parcelles achetées à Messieurs Crinière dans le cadre de la future zone à vocation sportive lieu-dit « Marly Nord », à proximité du centre omnisports rue Pablo Neruda à Mably.

Dans l'attente de la concrétisation du projet, par délibérations du Conseil Municipal des 20 septembre 2013, 18 novembre 2014, 28 octobre 2016, 26 octobre 2018 et du 11 décembre 2020, il a été décidé de mettre à disposition gratuitement les terrains à M. CHARGUERAUD Jacques, agriculteur. Celui-ci faisant valoir ses droits à la retraite au 31 décembre 2019, il avait été décidé de mettre à disposition ces terrains à M. CHARGUERAUD Anthony, son successeur, jeune agriculteur domicilié au, 580 chemin de Fultière à Saint-Romain-La Motte, pour la période courant jusqu'au 31 décembre 2022.

Il est donc proposé de poursuivre cette mise à disposition pour les années 2023 et 2024.

Il est précisé qu'une condition a été maintenue dans l'article « des charges » en matière de développement durable, à savoir :

« L'emprunteur s'engage à respecter l'engagement « zéro phyto » mis en œuvre par la Commune de Mably sur son territoire et, à ce titre, n'utiliser aucun pesticide (herbicide, fongicide, insecticide hors produits utilisables en Agriculture Biologique - certifiés AB) sur la parcelle concernée ».

M. BARRIQUAND constate que le commodat est gratuit ; or, les agriculteurs perçoivent des primes sur les parcelles concernées dans le cadre de la PAC, donc, pour lui, il serait normal que les agriculteurs paye une location, même modique. M. le Maire lui rétorque que l'entretien est à la charge du titulaire du commodat, ce qui constitue une charge en moins pour la commune. M. DION ajoute qu'avec un commodat, la

commune est libre, autrement dit quand il se termine elle n'a pas d'indemnité d'éviction à payer au titulaire (en revanche, s'il y avait paiement d'une location, ce ne serait plus un commodat mais un bail rural, avec donc une indemnité d'éviction à payer quand le bail se termine).

A la majorité par 19 voix pour et 2 abstentions (MM. BARRIQUAND et CATHELAND), le Conseil Municipal :

- **ACCEPTE** le principe de prêt à usage gratuit à M. CHARGUERAUD Anthony, pour la mise à disposition des terrains cadastrés BB 111 et 113 pour une surface totale de 21 018 m²
- **AUTORISE** M. Le Maire ou son représentant à signer le contrat de prêt correspondant
- **PRECISE** que la durée de ce commodat prendra effet au 1^{er} janvier 2023 pour se terminer le 31 décembre 2024.

13. OCCUPATION PARCELLES COMMUNALES LIEU-DIT MARLY NORD A MABLY – RENOUVELLEMENT CONTRAT DE PRET A USAGE (COMMODAT) AVEC M. PERONNET Julien (Rapporteur : Jacky GENESTE)

Par acte notarié du 27 août 2013, la Ville de Mably est devenue propriétaire de parcelles achetées à Madame Huchot, dans le cadre de la future zone à vocation sportive lieu-dit « Marly Nord », à proximité du Centre Omnisports rue Pablo Neruda à Mably.

D'autre part, par actes notariés du 28 mars 2013, la Ville de Mably est devenue propriétaire de parcelles achetées à Mme Chaumet et à Mme Roussel, dans le cadre du même projet. Par délibération du Conseil Municipal du 26 avril 2013, il avait été décidé de mettre à disposition gratuitement les terrains à M. Monnet Michel, agriculteur. Celui-ci faisant valoir ses droits à la retraite, il avait été décidé de mettre à disposition ces terrains à M. PERONNET Julien, son successeur.

Dans l'attente de la concrétisation du projet, par délibération du Conseil Municipal des 20 septembre 2013, 18 novembre 2014, 28 octobre 2016, 26 octobre 2018 et du 11 décembre 2020, il a été décidé de mettre à disposition gratuitement les terrains à M. PERONNET Julien, agriculteur, pour la période courant jusqu'au 31 décembre 2022.

Il est donc proposé de reconduire ces mises à disposition pour les années 2023 et 2024.

Il est précisé qu'une condition a été maintenue dans l'article « des charges » en matière de développement durable, à savoir :

« L'emprunteur s'engage à respecter l'engagement « zéro phyto » mis en œuvre par la Commune de Mably sur son territoire et à ce titre, n'utiliser aucun pesticide (herbicide, fongicide, insecticide hors produits utilisables en Agriculture Biologique - certifiés AB) sur les parcelles concernées ».

A la majorité par 19 voix pour et 2 abstentions (MM. BARRIQUAND et CATHELAND), le Conseil Municipal de bien vouloir :

- **ACCEPTE** le principe de prêt à usage à titre gratuit à M. PERONNET Julien pour la mise à disposition des terrains cadastrés « Marly Nord » :
 - BA 66 (15 027 m²)
 - BB 117 - 118 -124 (20 550 m²)
 - BA 125 (45 679 m²)
- **AUTORISE** M. Le Maire ou son représentant à signer le contrat de prêt correspondant

- **PRECISE** que la durée de ce commodat prendra effet au 1^{er} janvier 2023 pour se terminer le 31 décembre 2024.

14. OCCUPATION PARCELLE COMMUNALE 36 RUE DES TILLEULS A MABLY –
RENOUVELLEMENT CONTRAT DE PRET A USAGE (COMMODAT) AVEC M. VIVIERE
Loïc (Rapporteur : Jacky GENESTE)

Il est rappelé que par acte notarié du 30 juin 2010, la Ville de Mably est devenue propriétaire de la parcelle BE 51, d'une surface de 19 498 m², achetée à M. et Mme Guillot, 36 rue des Tilleuls à Mably, dans le cadre d'une future urbanisation du Bourg.

Dans l'attente de la concrétisation d'un projet d'urbanisation, par délibérations du Conseil Municipal des 3 juillet 2013, 18 novembre 2014, 6 novembre 2015, 28 octobre 2016, 26 octobre 2018 et du 11 décembre 2020, il a été décidé de mettre à disposition gratuitement le terrain à M. VIVIERE Loïc, agriculteur, pour la période courant jusqu'au 31 décembre 2022.

Il est donc proposé de poursuivre cette mise à disposition pour les années 2023 et 2024.

Il est précisé qu'une condition a été maintenue dans l'article « des charges » en matière de développement durable, à savoir :

« L'emprunteur s'engage à respecter l'engagement « zéro phyto » mis en œuvre par la Commune de Mably sur son territoire et à ce titre, n'utiliser aucun pesticide (herbicide, fongicide, insecticide hors produits utilisables en Agriculture Biologique - certifiés AB) sur la parcelle concernée ».

A la majorité par 19 voix pour et 2 abstentions (MM. BARRIQUAND et CATHELAND), le Conseil Municipal de bien vouloir :

- **ACCEPTE** le principe de prêt à usage, à titre gratuit à M. VIVIERE Loïc, pour la mise à disposition du terrain ci-dessus référencé
- **AUTORISE** M. Le Maire ou son représentant à signer le contrat de prêt correspondant
- **PRECISE** que la durée de ce commodat prendra effet au 1^{er} janvier 2023 pour se terminer le 31 décembre 2024.

15. OCCUPATION PARCELLES COMMUNALES RUE DES GLYCINES A MABLY –
RENOUVELLEMENT CONTRAT DE PRET A USAGE (COMMODAT) AVEC M. CHAT
Michel (Rapporteur : Jacky GENESTE)

La Ville de Mably est propriétaire de la parcelle BC 197, rue des Glycines à Mably, d'une contenance de 396 m².

Par délibération du 23 septembre 2014, il a été décidé de mettre à disposition gratuitement le terrain à M. Michel CHAT, pour un entretien de cette parcelle. Ce prêt à usage ou commodat a été conclu pour une période courant du 1^{er} octobre 2014 au 31 décembre 2016.

Par délibérations des 28 octobre 2016 et 20 octobre 2017, le contrat de prêt à usage a été reconduit respectivement pour les années 2017, 2018 et 2019.

Par délibération du 25 octobre 2019, ce contrat a été reconduit pour les années 2020 et 2021 en intégrant au dit commodat, la parcelle BC 165 d'une contenance de 442 m², jouxtant la parcelle BC 197.

Par délibération du 24 septembre 2021, ce contrat de prêt a été reconduit pour l'année 2022.

Il est donc proposé de reconduire cette mise à disposition pour l'année 2023, mais en ajoutant 2 clauses spécifiques compte tenu de l'intérêt que présentent ces 2 parcelles :

- Interdiction de prévoir une quelconque installation sur ces parcelles ;
- Les parcelles BC 197 et BC 165 pourront potentiellement faire l'objet d'une vente à l'avenir

A la majorité par 19 voix pour et 2 abstentions (MM. BARRIQUAND et CATHELAND), le Conseil Municipal :

- **ACCEPTE** le principe de prêt à usage à titre gratuit à M. Michel CHAT pour la mise à disposition des 2 parcelles ci-dessus référencées
- **AUTORISE** M. Le Maire ou son représentant à signer le contrat de prêt correspondant
- **PRECISE** que la durée de ce commodat prendra effet au 1^{er} janvier 2023 pour se terminer le 31 décembre 2023.

PATRIMOINE – VOIRIE – SECURITE

16. ECLAIRAGE PUBLIC – TRAVAUX POUR MISE EN PLACE D'UNE COUPURE DE NUIT (Rapporteur : Robert GODOT)

Il y a lieu d'envisager des travaux d'éclairage public afin de lutter contre la pollution lumineuse, les émissions de gaz à effet de serre, et pour engager des actions volontaires en faveur des économies d'énergies et de la maîtrise de la demande d'électricité considérant qu'à certaines heures ou certains endroits l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue.

A compter du 1^{er} décembre 2022, l'éclairage public sera totalement interrompu de 23 heure 30 à 5 heure 30, sur l'ensemble de la commune. En revanche, les nuits du 24 au 25 décembre et du 31 au 1^{er} janvier, il n'y aura pas d'extinction.

Conformément à ses statuts (article 2 notamment) et aux modalités définies par son Comité et son Bureau, le SIEL-Territoire d'Energie Loire peut faire réaliser des travaux pour le compte de ses adhérents.

Par transfert de compétences de la commune, il assure la maîtrise d'ouvrage des travaux faisant l'objet de la présente. Il perçoit, en lieu et place de la commune, les subventions éventuellement attribuées par le Conseil Départemental de la Loire, le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes, l'Union Européenne ou d'autres financeurs.

Par courrier en date du 6 avril 2021, Madame la Présidente du SIEL-Territoire d'Energie Loire indique que la participation du syndicat, dans le cadre du Plan de Relance, va se concentrer sur les travaux d'éclairage public et de dissimulation électrique, et ce sur une durée de 2 ans. Ainsi, la participation communale passe de 98 % à 93 % pour les travaux relatifs à l'éclairage public.

Financement - Coût du projet actuel :

Détail	Montant HT Travaux	% - PU	Participation Commune
Travaux pour mise en place coupure de nuit	6 780 €	93.0 %	6 306 €
Fourniture de 6 panneaux d'information	1 200 €	93.0 %	1 116 €
TOTAL	7 980.96 €		7 422.29 €

Ces contributions sont indexées sur l'indice TP 12.

A défaut de paiement dans le délai de trente jours, à réception du titre de recette, il sera appliqué des intérêts moratoires au taux légal en vigueur.

Il s'agit donc de mettre en œuvre l'extinction de l'éclairage public à compter du 1^{er} décembre 2022, de 23h30 à 5h30 (sauf les 24 et 31 décembre). M. le Maire ajoute que le SIEL prend 7 % des travaux à sa charge.

M. LACOTE souhaite savoir si un retour en arrière plus tard est possible, notamment si les conditions liées au coût de l'énergie sont plus favorables, et il s'interroge quant à l'extinction sur le territoire communal dans sa totalité. M. le Maire lui explique que la commune de MABLY n'envisage pas un retour en arrière, notamment au vu du coût des travaux pour mettre en place cette extinction nocturne, et il estime même que la commune aurait dû le faire depuis bien longtemps pour éviter toute cette pollution lumineuse. Enfin, sur l'extinction sur tout le territoire communal et non pas sur certaines zones seulement, M. le Maire précise que c'est en lien avec les difficultés pour se mettre d'accord sur ce dossier, notamment avec les villes de ROANNE et de LE COTEAU.

S'agissant de l'exception pour les 24 et 31 décembre, M. GENESTE demande si cela aura un coût pour la commune. M. le Maire affirme qu'il n'y aura pas de coût supplémentaire, c'est simplement une question de programmation.

M. BARRIQUAND constate qu'il y a quelques mois, lors de la séance publique du Conseil Municipal du 22 février 2022, M. le Maire était contre l'extinction et il se réjouit donc de ce changement de point de vue lié à l'explosion des coûts de l'énergie. Il aimerait également que la réflexion prenne en compte les enjeux de développement durable, et non pas uniquement les enjeux financiers. Pour M. le Maire, il est effectivement dommage d'arrêter de rendre un service à la population (l'éclairage public), mais le coût financier et la forte pollution lumineuse ont conduit à cette décision d'extinction. M. GENESTE précise tout de même que la réflexion autour de cette thématique n'est pas nouvelle (extinction du chemin vers Valentin traiteur).

A la majorité par 20 voix pour et 1 abstention (Mme ROUCHON), le Conseil Municipal :

- **PREND ACTE** que le SIEL-TE, dans le cadre des compétences transférées par la commune, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de "Mise en place d'une coupure de nuit" dans les conditions indiquées, ci-dessus, étant entendu qu'après étude des travaux, le dossier sera soumis à Monsieur le Maire pour information avant exécution
- **APPROUVE** le montant des travaux et la participation prévisionnelle de la commune, étant entendu que le fonds de concours sera calculé sur le montant réellement exécuté
- **DIT** que les crédits sont prévus sur le compte 2041582 de l'opération 56 travaux neufs de voirie
- **PREND ACTE** que le versement du fonds de concours au SIEL-TE est effectué en une seule fois
- **DECIDE** d'amortir ce fonds de concours en **15** années
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces à intervenir.

17. REOUVERTURE DU CENTRE OMNISPORTS Paul DESROCHES (Rapporteur : Karim BEN TAIEB)

Suite aux travaux de réfection du Centre Omnisports Paul Desroches et avant son inauguration officielle programmée le samedi 26 novembre 2022, il est apparu opportun tant dans un souci de mise en valeur de personnalités locales que dans un souci de fonctionnalité du nouveau bâtiment de réfléchir à la dénomination de certains espaces du nouveau complexe.

Après réflexion partagée et plusieurs idées, sont proposées les appellations suivantes :

- Pour la salle de convivialité : « salle Frédéric AUGAGNEUR », ancien président du Club Athlétique du Roannais (C.A.R.) et figure emblématique de l'athlétisme sur le Roannais ;
- Pour les nouveaux vestiaires de football : « Espace Bruno IRLES », ancien joueur professionnel de l'A.S. Monaco ayant débuté le football au sein du club local de l'ACL Mably Football et étant l'actuel entraîneur de l'équipe de Ligue 1 de l'ESTAC Troyes ;
- Pour la loge des agents d'exploitation des sites sportifs : « Loge des gardiens José SIMAO », en hommage à un ancien gardien du complexe ayant marqué la vie du bâtiment comme la vie associative et communale locale.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **VALIDE** les dénominations proposées pour ces trois espaces.

INFORMATIONS - LETTRES ET QUESTIONS DIVERSES

M. le Maire précise à nouveau la date de l'inauguration du COSEC le samedi 26 novembre prochain. Il fait également part de divers remerciements :

- Le comité des amis d'Emmaüs, qui fait un chèque de 7 000 euros pour le CCAS
- Le CRAAC (voitures anciennes), qui fait un chèque de 350 euros au COS
- Decathlon suite au Vitalsport qui a attiré près de 9 000 personnes

Enfin, il mentionne le planning des Conseils Municipaux pour 2023 et invite chacun à noter ces dates.

M. LACOTE souhaite intervenir sur trois points.

Tout d'abord, concernant l'état fortement dégradé de la place du 8 mai 1945 :

« Monsieur le Maire,

Nous avons été sollicités il y a quelques semaines par un habitant de Mably. Celui-ci réside dans une maison située aux abords de la place du 8 mai 1945 à Mably Bourg.

Il a souhaité nous interpeller car l'état de la place laisse grandement à désirer :

- *Bancs tagués à maintes reprises,*
- *Voirie délabrée et accidentogène,*
- *Place non-aménagée et vétuste...*

Monsieur le Maire, les habitants vous ont sollicité il y a de cela quelques semaines pour vous demander d'éventuels aménagements de cette place mais vous ne leur avez pas répondu.

Alors, plutôt que de longs discours, l'habitant est venu ce soir au conseil et il a un document à vous remettre.

Je vous remercie. »

M. le Maire rappelle que le public ne peut pas intervenir en Conseil Municipal et il ajoute qu'il a bien reçu le courrier de cet habitant et qu'un programme pluri annuel d'investissements existe notamment pour la voirie, ce qui signifie que les travaux sont faits petit à petit, une somme y étant consacrée tous les ans. En tous cas, la demande de cet administré est bien prise en compte. Une réponse lui sera apportée.

Ensuite, concernant le chemin entre la rue de la résistance et la rue Georges Brassens :

« Monsieur le Maire,

Pour cette deuxième intervention, nous souhaitons vous demander des précisions sur un problème dont un couple d'habitants nous a fait part.

Au bout de la rue de la résistance, quartier de la Billodière, plus précisément au niveau du 10 rue de la résistance, se trouve un chemin permettant d'accéder à la rue Georges Brassens à pied.

Dans ce chemin, très lugubre et dépourvu de visibilité où il pourrait se passer n'importe quoi, se trouvent deux lampadaires, récemment dotés d'ampoules LED.

Depuis quelques temps, les têtes de ces lampadaires ont été ôtées, plongeant ainsi le chemin et les habitations voisines dans le noir. Là aussi, les habitants vous ont sollicité pour connaître l'auteur de ces enlèvements et surtout les raisons qui justifient cette action.

Les habitants nous ont fait part de leurs inquiétudes car ce chemin est emprunté en soirée par plusieurs personnes rentrant du centre social après leurs activités mais aussi d'enfants qui rentrent de l'école.

Ces inquiétudes sont légitimes. Aussi, nous vous demandons donc si les éclairages ont été enlevés sur ordre de la mairie, pour quelles raisons et s'ils vont être remplacés. Les habitants de cette rue ont tout aussi droit de bénéficier de ce service public.

Merci. »

La demande est également prise en compte.

Pour conclure sur ces deux interventions, M. le Maire rappelle que, pour ce type de remarques, des rendez-vous élus / habitants ont lieu régulièrement et les administrés sont encouragés à s'y rendre pour faire part de telles observations.

M. VILLARD ajoute que la commission travaux peut aussi examiner ce dossier.

Enfin, M. LACOTE revient sur les propos tenus par M. le Maire lors du Conseil Municipal du 27 septembre dernier :

« Monsieur le Maire,

Pour cette dernière intervention, nous allons revenir sur les propos que vous avez tenus lors du dernier conseil municipal.

Jamais nous n'avons vu un Maire insulter un autre élu, pire, un citoyen, de malhonnête. Vous parlez de notre groupe mais votre propos n'a servi qu'à m'incriminer personnellement.

Vous osez parlez de fake-news de notre part et vous mentionnez ouvertement dans votre déclaration et dans votre tribune libre qu'absolument tout est faux.

- *J'ai ici en ma possession un dépôt de plainte à la suite de notre agression avec Monsieur Duchamp en février dernier, au rond-point de l'envol humain, à Mably*
- *Un de mes voisins s'est également fait agresser au même endroit à Mably,*
- *Dans l'un des immeubles à Noyon, c'est un habitant qui se fait menacer au cutter et casser ses fenêtres à Mably, il est même obligé de sortir son chien armé d'un bâton car il se fait attaquer en raison de sa sexualité.*

Je serais bien venu accompagné de toutes ces personnes ce soir mais hélas elles sont retenues pour d'autres occupations.

Donc Monsieur le Maire, avant de dire que l'on utilise les événements des quartiers de Roanne, revoyez donc votre géographie car ces événements ont bien eu lieu dans votre commune.

Nous pouvons aussi continuer sur les gens du voyage :

Oui, le maire de Roanne a bien contacté Monsieur Peyron pour lui dire de ne pas se laisser faire sur sa commune, et qu'un simple arrêté de sa part pouvait permettre à la police municipale d'intervenir. Monsieur Peyron était d'accord à ce moment-là. Mais quelques instants plus tard, Monsieur le Maire de Mably s'est finalement rétracté. Insuffisance d'effectifs de police ? En insistant, vous les auriez eus les renforts. Au lieu de cela, Monsieur le Maire de Mably autorise les campements sauvages sur un espace public. Alors sachez qu'à Mably, vous pouvez squatter les espaces publics en toute impunité.

Dans la commune de Vulbens, la même situation s'est produite et grâce à l'action du Maire et avec le concours des forces de police, les caravanes ont quitté les lieux après moins d'une demi-journée d'installation.

A Mably, au contraire, on achète le silence du Maire avec des petits dons de 150 et 350€ au CCAS, après s'être branchés illégalement sur les réseaux communaux.

Vous nous qualifiez d'extrême-droite. Mais quelle originalité ! En plus d'être un pseudo argument bidon émanant sans cesse de votre bord politique envers les différentes oppositions, je vous invite à regarder les scores de Mme Le Pen dans votre commune et vous constaterez que brandir le drapeau de l'extrême droite pour faire peur est un argument révolu. Dommage de devoir encore une fois le rappeler, mais le groupe Un Nouvel Avenir Pour Mably n'est lié à aucun parti. Sur notre liste, des gens de gauche, de droite, des apolitiques. A travers vos paroles, vous les insultez également. A travers vos paroles, vous faites honte à votre fonction.

Vous passez également votre temps à parler du maire de Roanne. Dans le dernier bulletin municipal, vous le citez deux fois. C'est bien entendu votre droit, mais encore une fois vous confondez Roanne et Mably. Vous êtes maire de Mably monsieur Peyron. Aussi, si vous aimez tant parler du Maire de Roanne, allez donc lui faire vos reproches en face plutôt que par bulletins municipaux et conseil municipaux.

C'est la dernière fois que nous tolérerons de tels propos déplacés et diffamants à notre rencontre.

Je vous remercie. »

M. le Maire estime que le groupe d'opposition déforme les choses et ne souhaite pas répondre point par point à cette intervention.

Pour terminer, M. BARRIQUAND souhaite en savoir plus concernant la construction envisagée sur Bonvert pour laquelle le permis de construire est toujours à l'instruction. Il fait part de son souhait que ces terres soient préservées, pour arrêter les atteintes à l'environnement et aux espèces qui y vivent, et que cette construction ne voit donc pas le jour. Il demande à M. le Maire de ne pas signer le permis de construire. En réponse, M. le Maire entend bien la demande et les arguments exposés, mais il y a aussi la réalité du développement économique de la commune à prendre en compte ; il signera donc le permis de construire pour l'implantation de l'entreprise BYZANCE. En revanche, M. le Maire précise qu'il est contre l'extension de la zone de Bonvert au nord, il s'est d'ailleurs exprimé à ce sujet en Bureau Communautaire à l'Agglomération.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h.

Publié sur le site internet de la commune, sous huitaine après son approbation à la séance du Conseil Municipal du 14 décembre 2022. Dans le même délai, un exemplaire papier sera également mis à la disposition du public.

Le Maire,
Eric PEYRON.



Le Secrétaire de séance,
Maurice DION.

